Front Autogestionnaire

Ecologie - Droits des Femmes - Autogestion

Les élections législatives vont être l'occasion d'exprimer des choix fondamentaux sur le type de société à construire. Nous voulons que puisse s'affirmer le choix d'une « nouvelle gauche » socialiste, écologiste et autogestionnaire : celle qui, de Lip aux autres formes de grève active, de Malville au Larzac et aux syndicats de soldats, des comités de quartiers aux combats des femmes, de la grève du lait en Bretagne à la lutte des viticulteurs occitans, traduit des aspirations nouvelles

que les partis politiques traditionnels n'ont pas su ou voulu prendre en compte.

Pour cela, il s'agit d'abord de battre la droite en mars 1978. La victoire des forces populaires est indispensable, pour empêcher la coalition conservatrice au pouvoir depuis vingt ans de poursuivre sa politique. Cet enjeu est capital car cette politique, nous en connaissons les effets désastreux : exploitation accrue des travailleurs, chômage, inflation, gaspillage économique, destruction de l'environnement, pillage du Tiers-Monde, fuite en avant vers le tout nucléaire, militarisation de la société, atteintes aux libertés...

 Pour la transformation radicale des structures de l'économie, le développement du contrôle ouvrier et du contrôle populaire dans les entreprises, les quartiers et les villages.

La mise en œuvre du socialisme autogestionnaire est la seule alternative à un système capitaliste en crise. Cela exige la plus grande unité des travailleurs et des citoyens pour la construction d'une société qui :

socialise les moyens de production essentiels;

combatte les inégalités;

supprime les hiérarchies, la bureaucratie et le centralisme; réalise le droit pour chacun de vivre et travailler au pays.

Parmi les mesures immédiates qui devront être appliquées sous le contrôle des travailleurs, doivent figurer notamment :

• la réduction du temps et des rythmes de travail : pour les 35 heures hebdomadaires et la cinquième semaine de congés payés ;

• le relèvement du S.M.I.C. après discussion avec les organisations ouvrières, resserrement rapide de l'éventail des des revenus;

• le contrôle des prix pour bloquer toute manœuvre inflationniste :

• des mesures d'urgence contre les licenciements et pour la création d'emplois.

La remise en cause de la croissance pour un autre développement industriel et agricole.

La conception productiviste de la croissance explique l'orientation vers le tout nucléaire. Le choix du nucléaire est un choix de société qui renforce l'intervention autoritaire et centralisatrice de l'Etat. C'est pourquoi nous exigeons l'arrêt immédiat du programme électronucléaire. Les crédits ainsi épargnés seront affectés à la recherche d'énergies nouvelles et d'économies d'énergies.

Il convient de mettre en œuvre un autre type de développement dans lequel les travailleurs décident des modalités et des finalités de la production industrielle et agricole, tenant compte des équilibres écologiques et biologiques pour un envi-

ronnement vivable pour l'homme.

La croissance économique dans les pays industrialisés est inséparable du pillage des richesses du Tiers-Monde. Plus le fossé se creusera entre « pays riches » et « pays pauvres », et plus nous nous enfoncerons dans une impasse.

Il s'agit donc de participer à la mise en œuvre d'un nouveau mode de développement et d'une nouvelle politique internationale qui établissent des relations d'égalité entre pays « développés » et pays « sous-développés ».

La démilitarisation de la société pour une défense populaire.

Le domaine militaire constitue une enclave dans la société actuelle, échappant aux règles et droits démocratiques. Des secteurs entiers de l'économie sont soumis à l'influence de l'idéologie militaire et au contrôle de l'armée. Le concept de « sécurité nationale » se substitue peu à peu à celui de « défense nationale » et l'ennemi devient « intérieur ».

Notre force de frappe est une nouvelle ligne Maginot et elle ne peut servir en rien notre indépendance nationale. Ainsi la renonciation à la bombe s'impose parce qu'elle est coûteuse, inefficace, dangereuse. La stratégie nucléaire est

incompatible avec l'autogestion.

En revanche, l'autogestion implique une véritable défense populaire qui donne au peuple le contrôle et la responsabilité des finalités et des moyens de défense. Une telle défense doit inclure les méthodes de lutte non-violente s'inspirant des stratégies de non-collaboration et de désobéissance civile.

— Pour le droit à l'identité, pour les libertés.

La société actuelle refuse l'égalité des droits aux femmes, aux minorités nationales, aux immigrés et à tous ceux qui ne satisfont pas aux normes imposées par l'idéologie dominante. Les libertés publiques sont l'objet d'attaques permanentes sur tous les terrains, syndical, politique, personnel, comme viennent de le rappeler des exemples comme l'affaire Croissant, l'institution du fichier scolaire, le fichage et la surveillance des militants.

Nous exigeons l'abrogation immédiate des dispositions constitutionnelles qui permettent de s'opposer à la volonté populaire (et d'abord les pouvoirs exorbitants du Président de la République), l'abolition de la législation répressive, ainsi que la suppression de toute situation d'exception à l'égard des droits démocratiques, notamment dans l'armée.

Nous luttons pour une société où seront assurées l'égalité réelle des droits et la reconnaissance des différences, où seront respectées et développées les libertés démocratiques, où les minorités nationales pourront choisir leur statut, où la liberté de maîtriser son existence sera acquise à tous par l'autogestion.

En un mot, le Front Autogestionnaire vise à regrouper tous ceux qui aspirent à un authentique pouvoir populaire, en tous lieux, en tous domaines et à tous les niveaux. Ce regroupement est urgent pour la mise en œuvre de notre plate-forme qui exige d'abord que la droite soit battue. Il demeurera indispensable ensuite, car une puissante mobilisation populaire est la condition de cette mise en œuvre.

Dans cette perspective, nous appelons à rejoindre les collectifs autogestionnaires régionaux ou locaux, constitués par tous ceux qui luttent pour l'autogestion, l'écologie, une défense populaire et pour les droits des femmes, des immigrés, des minorités.



Les candidats de l'Écologie, des Droits des Femmes et de l'Autogestion :

André CHAVIGNAUD

Suppléante : Chantal LAPLANCHE





/ fonds CEVIPO

Sciences Po